STATISTICS CANADA - STATISTIQUE CANADA

CANADIAN CENTRE FOR - CENTRE CANADIEN DE LA
JUSTICE STATISTICS - STATISTIQUE JURIDIQUE

JUVENILE SERVICES PROGRAMME - PROGRAMME DES SERVICES POUR LES JEUNES

Yukon Yukon

JUVENILE DELINQUENTS - JEUNES DELINQUENTS

1980

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
DEC 14 1999
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

INTRODUCTION

The Juvenile Services Program - one program within the Canadian Centre for Justice Statistics - collects information on persons: (A) charged under the Juvenile Delinquents Act (or its provincial equivalent) and (B) dealt with in juvenile courts.

JURISDICTION OF JUVENILE COURTS

The Juvenile Delinquents Act is operative in all provinces and territories except Newfoundland. In that province, juvenile offenders are dealt with as specified in the Welfare of Children Act of 1944.

Under the terms of the Juvenile Delinquents Act, juvenile courts are given exclusive jurisdiction to deal with children accused of committing a delinquency, i.e., children who violate any provision of the Criminal Code or of any federal or provincial statute, or of any by-law or ordinance of any municipality, or who are guilty of sexual immorality or any similar form of vice, or who are able by reason of any other act to be committed to an industrial school or juvenile reformatory under any federal or provincial statute.

The jurisdiction of juvenile courts in Newfoundland differs slightly from that in the rest of the country; for example, a juvenile court in that province cannot try a child charged with murder or manslaughter.

The juvenile courts' jurisdiction is limited by the age of the accused. Section 12 of the Criminal Code states that no person under seven years of age shall be convicted of an offence. The Juvenile Delinquents Act sets the upper age limit by defining a child to be 'any boy or girl apparently or actually under the age

INTRODUCTION

Le programme des services pour les jeunes, l'un des programmes du Centre canadien de la statistique juridique, sert à recueillir des renseignements sur les personnes: (a) inculpées en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants (ou son équivalent provincial) et (b) traduites devant un tribunal pour enfants.

JURIDICTION DES TRIBUNAUX POUR ENFANTS

La Loi sur les jeunes délinquants régit toutes les provinces et les territoires sauf Terre-Neuve, dans cette province, les jeunes contrevenants sont poursuivis en vertu du Welfare of Children Act de 1944.

Aux termes de la Loi sur les jeunes délinquants, les tribunaux pour enfants ont juridiction absolue dans le cas des enfants accusés d'avoir commis un délit, c'est-à-dire les enfants qui enfreignent l'une quelconque des dispositions du Code criminel, ou d'un statut fédéral provincial, d'un règlement ou d'une ordonnance d'une municipalité, ou qui sont coupables d'immoralité sexuelle ou de toute autre forme de vice, ou qui, en raison de toute autre infraction, sont passibles de détention dans une école industrielle ou une maison de correction pour jeunes délinquants, en vertu d'un statut fédéral ou provincial.

La juridiction des tribunaux pour enfants à Terre-Neuve diffère légèrement de celle des tribunaux pour enfants dans le reste du pays; par exemple, un tribunal pour enfants dans cette province ne peut juger un enfant inculpé de meurtre ou d'homicide involontaire coupable.

La juridiction des tribunaux pour enfants est fonction de l'âge du prévenu. L'article 12 du Code criminel prévoit que nul ne doit être déclaré coupable d'une infraction qu'il a commise lorsqu'il était âgé de moins de sept ans. La Loi sur les jeunes délinquants établit la limite d'âge supérieure en définissant un enfant comme étant 'un garçon

of sixteen years, or such other age as may be directed in any province. During 1980, the age limit in each province was:

(a) under 16 years in New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island, Ontario, Saskatchewan, Alberta, the Yukon and the Northwest Territories;

(b) under 17 years in Newfoundland and British Columbia;

(c) under 18 years in Quebec and Manitoba.

The juvenile court does not lose jurisdiction if the child, after committing the delinquency, passes the age limit.

There are two exceptions to these age limitations:

(a) A child accused of committing an indictable offence may, at the discretion of the juvenile court, be tried in a Criminal Court in accordance with the provisions of the criminal code. This can be done only if the child involved is over the age of fourteen years. In Newfoundland, a child of over fifteen years may be committed to trial before a magistrate if charged with an offence which, in the case of an adult, would be punishable by imprisonment:

(b) A child who is adjudged delinquent may be returned to juvenile court at any time before reaching the age of 21 years (17 years in Newfoundland). This action is most frequently taken if the child breaches the terms of his/her probation.

ou une fille qui apparemment ou effectivement, n'a pas atteint l'âge de seize ans ou tel autre âge qui peut être prescrit dans cette province'. En 1980, la limite d'âge en vigueur dans chaque province était la suivante:

(a) moins de 16 ans au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse, à l'Ile-du-Prince-Edouard, en Ontario, en Saskatchewan, en Alberta, au Yukon et dans les Territoires du Nord.

(b) moins de 17 ans à Terre-Neuve et en Colombie-Britannique;

(c) moins de 18 ans au Québec et au Manitoba

Le tribunal pour enfants ne perd pas sa juridiction si l'enfant a dépassé la limite d'âge prescrite après avoir commis le délit.

Il y a deux exceptions a ces limites d'âge:

(a) Un enfant accusé d'avoir commis un acte criminel peut, à la discrétion du tribunal pour enfants, être traduit devant une cour de juridiction criminelle conformément aux dispositions du Code criminel. Celà ne s'applique que lorsque le prévenu est âgé de plus de quatorze ans. A Terre-Neuve, un enfant de quinze ans ou plus peut être traduit devant un juge s'il est inculpé d'une infraction pour laquelle un adulte serait passible d'emprisonnement.

(b) Un enfant jugé délinquant peut être renvoyé devant un tribunal pour enfants en tout temps avant d'avoir atteint l'âge de 21 ans (17 ans à Terre-Neuve). Cette disposition est prise le plus souvent lorsque l'enfant néglige de respecter les conditions de sa probation.

Juvenile courts may also try adults who are accused of committing offences involving children, for example, contributing to the delinquency of a juvenile.

Procedure

The method of dealing with juveniles varies from province to province and from one locality to another. For that reason it is difficult to describe a standard procedure. In most cases, however, it is the police who initiate the process.

When it is suspected that a delinquency has been committed, the police frequently have the option of dealing with the juvenile informally (e.g., by means of a warning or a diversion program). This course of action will usually be taken if the offence is not serious and if there is no history of previous delinquencies..

If more serious action is required, a charge can be laid. The police are usually responsible for laying the charge, although this may be done on the recommendation of a probation officer, crown prosecutor, etc.

If the juvenile is charged and appears in court, he/she will usually be accompanied by a parent or guardian and may be represented by duty counsel or by a lawyer hired privately. A social worker and/or probation officer who is involved in the case may also be present. The attorney general will be represented by a police officer, a provincial prosecutor or a crown attorney.

After the charge has been read, the judge may, depending on the plea and the evidence presented:

Les tribunaux pour enfants peuvent également juger les adultes qui sont accusés d'avoir commis des infractions impliquant des enfants, par exemple, un adulte qui a contribué à faire d'un enfant un jeune délinquant.

Procédure

La procédure suivie à l'égard des jeunes délinquants varie d'une province à l'autre et d'une localité à l'autre. C'est pourquoi il est difficile de décrire la procédure type. Dans la plupart des cas toutefois, c'est la police qui met le processus en branle.

Lorsque la police soupçonne qu'un délit a été commis, elle peut fréquemment choisir de le traiter "hors cour" (par exemple par voie d'avertissement ou dans le cadre d'un programme de déjudiciarisation). On procède souvent de cette façon si le délit n'est pas grave et si l'enfant n'a jamais violé la loi auparavant.

S'il faut prendre des mesures plus sévères, une accusation peut-être portée. La police est habituellement chargée de porter l'accusation bien qu'elle puisse le faire sur la recommandation d'un agent de probation, d'un procureur de la couronne, etc.

Si le jeune délinquant est inculpé et traduit devant le tribunal, il est habituellement accompagné d'un parent ou d'un tuteur et, peut-être, représenté par un avocat d'office ou un avocat engagné. Un travailleur social et/ou l'agent de probation concerne peuvent également être présenté. Le procureur général est représenté par un agent de police, un procureur provincial ou un procureur de la couronne.

Une fois l'accusation lue, le juge peut selon le plaidoyer déposé et les preuves présentées:

(a) find the juvenile delinquent;
(b) refer the juvenile to adult court; or
(c) terminate the case without a finding of delinquency (this may take the form of an acquittal, a dismissal, a withdrawal of the charge, an adjournment sine die, etc.).

If the juvenile is adjudged delinquent, the court may take one or more of the various courses of action set out in section 20(1) of the Juvenile Delinquents Act and in Newfoundland, the Welfare of Children Act. The dispositions, as these courses of action are called, inlude:

(a) suspending final disposition;
(b) adjourning the case for a definite or indefinite time;
(c) imposing a fine up to $25.00;
(d) placing the child on probation;
(e) placement in a foster home;
(f) committal to the care of a provincially approved organization such as the Children's Aid Society or to a training school, and
(g) any other conditions deemed advisable.

Because of the great number of possible combinations of dispositions, only the most serious for each charge has been selected for inclusion in the tables. A list of dispositions, from most serious to least serious is available from the Juvenile Services Program Chief.

Dispositions have been ranked based on the effect they will have on the living situation of the child. Therefore, a committal to an institution is considered to be one of the more serious because it means

(a) juger le jeune délinquant,
(b) le renvoyer devant un tribunal pour adultes,
(c) mettre fin à la cause sans avoir jugé qu'il y a eu délit (il peut s'agir ici d'un acquittement, d'un rejet, d'un retrait de l'accusation, d'un ajournement sine die, etc.)

Si le jeune est jugé délinquant, le tribunal peut prendre l'une ou plusieurs des dispositions énumérées à l'article 20(1) de la Loi sur les jeunes délinquants, à Terre-Neuve, dans le Welfare of Children Act, ces décisions (mesures prises) consistent à :

(a) suspendre la décision finale,
(b) ajourner le règlement de la cause pour une période déterminée ou indéterminée,
(c) imposer une amende d'au plus $25.00,
(d) placer l'enfant sous probation,
(e) faire placer l'enfant dans un foyer nourricier
(f) confier l'enfant au soin d'un organisme provincial approuvé, comme la société d'aide à l'enfance, ou à une école de formation, et
(g) prendre toute autre disposition souhaitable.

En raison du grand nombre de combinaisons possibles des diverses décisions qui peuvent être prises, nous n'avons indiqué dans les tableaux que les plus sérieuses pour chaque accusation. On peut obtenir une liste des décisions par ordre décroissant de gravité en s'adressant au chef du programme des services pour les jeunes.

Les décisions ont été classées selon l'effet qu'elles auront sur la vie de l'enfant. Par conséquent, le fait de confier l'enfant à un établissement est considéré comme une des décisions les plus lourdes de conséquences parce que

removing the child from his/her home. This is not generally done unless no other method can be found for dealing effectively with the juvenile. A reprimand constitutes a less serious disposition because it has no direct impact on the juvenile after he/she leaves the court room.

Basic units of count used for tabulation purposes

When the statistics were prepared, two units of count were produced:

(1) Number of delinquencies: Every delinquency for which court action was terminated in the year specified is counted. This is consequently a measure of court activity and not of magnitude of delinquency. A juvenile may be reflected more than once in tables having this basic unit of count depending on the number of delinquencies with which he/she was charged.

(2) Number of persons: Each individual who appears in juvenile court and has at least one charge disposed of in the year specified is counted once. It is not a count of the number of juveniles involved in delinquent behaviour but instead a count of the number of children completing the court process.

In order to arrive at this count, it is necessary to 'link' all those delinquencies committed by the same individual and to select for inclusion in the table only one delinquency. The delinquency selected is that for which the most serious court action was taken. If this action was taken for more than one delinquency, the delinquency with the longest legislated maximum sentence is selected.

cela signifie le déplacement de l'enfant de son environnement. Cette décision n'est généralement prise que lorsqu'on ne peut trouver aucun autre moyen de prendre l'enfant en charge. Une réprimande constitue une décision moins sévère parce qu'elle n'a pas un impact direct sur le jeune lorsqu'il quitte le tribunal.

Unités de base utilisées dans les totalisations

Lors de l'établissement des statistiques, deux unités de base ont été utilisées:

(1) Nombre de délits: Nous avons tenu compte de chaque délit à l'égard duquel le tribunal a pris une décision au cours de l'année indiquée. Il s'agit donc d'une mesure de l'activité du tribunal et non pas de l'importance du délit. Un jeune peut-être pris en compte plus d'une fois dans les tableaux pour lesquels cette unité de base a été retenu, selon le nombre de délits dont il a été inculpé.

(2) Nombre de personnes: Chaque individu ayant comparu devant un tribunal pour enfants et pour qui une décision a été rendue n'est compte qu'une fois. Ce n'est pas un compte du nombre de juveniles engagé dans un comportement de délinquants mais le compte du nombre d'enfants complétant le processus de la cour.

Afin d'en arriver à ce compte, il faut 'raccorder' tous les délits commis par la même personne et n'en choisir qu'un pour figurer dans le tableau. Le délit choisi est celui dont le tribunal a pris la décision la plus sérieuse. Si cette décision a été prise à l'égard de plus d'un délit, le délit choisi est celui comportant la sentence maximale prévue par la loi.

Information on juveniles is 'linked' in the following manner:

If the case against a juvenile consists of several offences, respondents are requested to submit one form for each offence. The forms for one juvenile are kept together and clerically given the same identification number by Statistics Canada.

If, however, the forms for a juvenile's case are not submitted together or if the juvenile had several cases completed at different times during the year, a computer program is needed to link all information relating to the same individual. This program brings together, in addition to those forms given the same identification number, all information for one juvenile if the name (last name plus first character of first name), date of birth, sex and province on all forms submitted to Statistics Canada are identical.

This program, however, requires a perfect match on all criteria. For example, if two forms for the same juvenile are received separately, (i.e., not assigned the same identification number) and one contains a spelling mistake, this would cause the program to produce a count of two juveniles whereas the true count should actually be one.

Because of this possibility of overcounting, there is a certain degree of error inherent in the linkage process. An analysis of linked data files indicated the overestimate of the number of juveniles to be approximately three percent. The figures in table 3 should therefore be viewed as estimates only.

Les renseignements sur les jeunes sont 'raccordés' de la façon suivante:

Si un jeune est inculpé de plusieurs chefs d'accusation, les respondants présentent une formule pour chaque infraction. Statistique Canada réunit les formules ayant trait au même jeune et leur donne le même numéro d'identification.

Comme les formules concernant un jeune ne sont cependant pas toujours présentées ensemble et que plusieurs causes sont entendues à différentes périodes de l'année relativement au même jeune, il a fallu établir un programme informatique pour raccorder tous les renseignements ayant trait à la même personne. Ce programme permet de réunir, en plus des formules auxquelles le même numéro d'identification a été attribué, toutes les données sur un jeune si le nom (nom de famille et première lettre du prénom), la date de naissance, le sexe et la province sont identiques dans toutes les formules soumises à Statistique Canada.

Ce programme nécessite cependant un appariement parfait de tous les critères. Par exemple, si l'on reçoit deux formules distinctes concernant le même jeune (c-a-d., que ces formules n'ont pas le même numéro d'identification) et que l'une contient une erreur d'orthographe, le programme compte deux jeunes au lieu d'un seul.

En raison de cette possibilité de duplication, le processus de raccordement comporte un certain degré d'erreur. D'après l'analyse des fichiers de données raccordés, il semble que la surestimation du nombre de jeunes équivaut à environ 3 pourcent. Il ne faut donc considérer les chiffres au tableau 3 que comme des estimations.

Respondents

With only a few exceptions, the form that is used by the reporting provinces to report to the Centre serves two purposes. It is generally used as the legal information for laying a charge against a juvenile and it also serves as a statistical document for recording information on the accused, the offence and the court proceedings.

In most instances, the police, because they usually lay the charge, complete the information portion of the form where details of the charge are specified. Responsibility for completion of the statistical portion of the form differs from province to province.

Every attempt has been made to ensure the accuracy of the data which are contained in this report. Internal controls make it possible to identify most of those courts that have either not reported or reported significantly fewer cases than the previous year. However, it is impossible to guarantee, without an audit of court files, that all terminated cases have been reported. This should be kept in mind when examining and interpreting these tables.

The following is a brief description, by province, of those courts empowered to deal with charges of delinquency and of the method of reporting those charges to the Centre. The most important instances of non-reporting and under-reporting have been identified and confirmed by follow-up telephone calls. Any confirmed reporting problems are mentioned in the description that follows.

Please note that the following description reflects the situation as it existed in 1980.

Répondants

A quelques exceptions près, la formule que remplissent les provinces déclarantes à l'intention du Centre sert, premièrement, de document judiciaire pour porter une accusation contre le jeune et, deuxièment, de document statistique pour enregistrer les renseignements sur l'accusé, l'infraction et les procédures judiciaires.

Dans la plupart des cas, comme la police porte habituellement l'accusation, elle remplit la partie de la formule précisant le détail de l'accusation. Les personnes chargées de remplir la partie statistique de la formule varient d'une province à l'autre.

On s'est efforcé d'assurer la précision des données qui servent de base au présent rapport. Des controles internes permettent d'indentifier la plupart des tribunaux qui n'ont pas déclaré de causes ou qui en ont déclaré beaucoup moins que l'année précédente. Il est toutefois impossible de garantir, sans vérifier les documents des tribunaux, que toutes les causes entendues ont été déclarées. Il ne faut pas l'oublier lorsqu'on examine et interprète ces tableaux.

Ci-après figure une brève description, par province, des tribunaux habilités à entendre les causes relatives aux jeunes délinquants et de la méthode de déclaration de ces infractions au Centre. On a identifié les cas les plus importants de tribunaux qui n'avaient pas fait de déclarations ou qui avaient présenté des déclarations insuffisantes et on les a relancés par téléphone. Les problèmes de déclaration confirmés figurent dans la description qui suit.

S.V.P. tenir compte que les descriptions données ici reflètent la situation existante en 1980.

Yukon

The Yukon Territory is a single judicial district with one Juvenile Court which is located in Whitehorse. Approximately ten other locations in the Yukon are visited by a circuit court.

Court clerks are responsible for completing the form.

Reports of charges of delinquency dealt with in 1980 were not processed if received after April 17, 1981, and are therefore not included in this report. The number of forms received after the cut-off date, by court, is:

Mayo 1

Yukon

Le territoire du Yukon forme un seul district judiciaire dont le Tribunal pour enfants est situé à Whitehorse. Le tribunal itinérant se rend dans environ dix autres localités du Yukon.

Les greffiers des tribunaux sont chargés de remplir la formule.

Les rapports sur les causes de délinquance entendues en 1980 n'ont pas été dépouillés s'ils ont été reçus après le 17 avril 1981. Par conséquent, ils ne figurent pas dans le présent rapport. Le nombre de formules reçues après la date limite, par cour, est le suivant:

Mayo 1

TABLE 1 - SEX AND AGE OF PERSONS APPEARING 1/ IN JUVENILE COURT BY COURT LOCATION, 1980.

TABLEAU 1 - SEXE ET AGE DES PERSONNES QUI DOIVENT COMPARAITRE 1/ DEVANT LA COUR POUR JEUNES DELINQUANTS, SELON L'ENDROIT DE LA COUR, 1980.

(NUMBER OF DELINQUENCIES/NOMBRE DE DELITS)

COURT/TRIBUNAL	MALES AND FEMALES HOMMES ET FEMMES						MALES HOMMES						FEMALES FEMMES					
	TOTAL 2/	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER AUTRES 3/	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER AU-TRES	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTH AUT
YUKON.....	164	10	36	112	-	6	139	6	26	102	-	5	25	4	10	10	-	1
COURT UNKNOWN	29	2	7	18	-	2	20	1	4	13	-	2	9	1	3	5	-	-
BEAVER CREEK	2	-	-	2	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
CARMACKS	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
FARO	16	3	3	9	-	1	12	-	2	9	-	1	4	3	1	-	-	-
HAINES JUNCTION	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
MAYO	22	-	1	21	-	-	22	-	1	21	-	-	-	-	-	-	-	-
WATSON LAKE	6	-	-	4	-	2	4	-	-	2	-	2	2	-	-	2	-	-
WHITEHORSE	87	5	25	56	-	1	77	5	19	53	-	-	10	-	6	3	-	1

1/ ONLY THOSE PERSONS APPEARING AND HAVING AT LEAST ONE CHARGE DISPOSED OF IN THE CALANDAR YEAR SPECIFIED ARE INCLUDED.
CECI RENFERME SEULEMENT CEUX QUI COMPARAISSENT ET ONT AU MOINS UNE PLAINTE DISPOSE PENDANT L'AN CALENDRIER.

2/ AGE IS THE AGE AT THE TIME THE DELINQUENCY WAS COMMITTED.
AGE EST A L'AGE QUE LE DELIT A ETE COMMIS.

3/ OTHER INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY AND PERSONS WHOSE AGE IS NOT KNOWN.
PAR AUTRE, ON ENTEND LES ADULTES ET CEUX DONT L'AGE EST CONNU.

TABLE 2 - NATURE OF THE DELINQUENCY BY COURT LOCATION, 1980.

TABLEAU 2 - NATURE DU DELIT SELON L'ENDROIT DE LA COUR, 1980.

(NUMBER OF DELINQUENCIES/NOMBRE DE DELITS)

NOTE/NOTER 1/

COURT/TRIBUNAL	TOTAL	BREAK AND ENTER /INTRODUCTION PAR EFFRACTION	THEFT /VOL	POSSESS STOLEN GOODS /POSSESSION BIENS VOLES	MISCHIEF /MEFAITS	TAKE CAR /PRISE AUTO	AUTO OFFENCE /-C.CODE /AUTOMOBILES CODE-C.	FORGERY AND FRAUD / FAUX ET FRAUDE	VIOLENT CRIMES /CRIMES DE VIOLENCE 2/	NARCOTIC OFFENCES /DELITS STUPEFIANTS	PROV. TRAFFIC OFFENCE /DELITS CIRCULATION PROVINCIALES	PROV. LIQUOR OFFENCE /DELITS ALCOOL PROVINCIALES	PROV. SCHOOL OFFENCE /DELITS ECOLE PROVINCIALES	MUNICIPAL BY-LAWS /REGLEMENTS MUNICIPAUX	OTHER OFFENCES /AUTRES INFRACTIONS
YUKON.....	164	62	32	3	18	12	-	2	12	-	6	13	-	-	4
COURT UNKNOWN	29	8	13	1	-	2	-	-	1	-	2	2	-	-	-
FARO	16	1	8	1	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MAYO	22	6	3	-	2	-	-	-	3	-	-	5	-	-	3
WATSON LAKE	6	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-
WHITEHORSE	87	41	7	1	11	8	-	2	8	-	4	4	-	-	1
OTHER 3/	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

1/ THIS TABLE INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY.
CETTE TABLE ENGLOBE LES ADULTES ACCUSES D'AVOIR CONTRIBUES A FAIRE D'UN ENFANT UN DELINQUANT.

2/ INCLUDES THE FOLLOWING CRIMINAL CODE OFFENCES: ASSAULTS, SEXUAL OFFENCES, MURDER AND ATTEMPTED MURDER, MANSLAUGHTER AND ROBBERY.
RENFERME LES INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL QUI SUIVENT: TENTATIVE DE VOIE DE FAIT, INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL, MEURTRE, TENTATIVE DE MEURTRE, HOMICIDE INVOLONTAIRE COUPABLE, ET VOL QUALIFIE.

3/ THIS CATEGORY CONSTITUTES THOSE COURTS DEALING WITH ONLY ONE PERSON IN 1980.
THESE COURTS ARE NOT IDENTIFIED TO AVOID THE POSSIBILITY OF DISCLOSURE OF INFORMATION ON AN INDIVIDUAL.
CETTE CATEGORIE ENGLOBE LES TRIBUNAUX DEVANT LESQUELS UNE SEULE PERSONNE A ETE TRADUITE EN 1980.
CES TRIBUNAUX NE FIGURENT PAS DANS LES DONNEES POUR EVITER DE DIVULGUER DES RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D'IDENTIFIER CES PERSONNES.

TABLE 3 - NATURE OF THE COURT DECISION BY COURT LOCATION, 1980.

TABLEAU 3 - NATURE DE LA DECISION DU TRIBUNAL SELON L'ENDROIT DE LA COUR, 1980.

(NUMBER OF DELINQUENCIES/NOMBRE DE DELITS)

NOTE/NOTER 1/

COURT/TRIBUNAL	GRAND TOTAL GLOBAL	ADJ. SINE DIE/ AJO. SINE DIE	ADULT COURT/ TRIBUNAL D'ADULTES	OTHER ADJUDICATIONS /AUTRES JUGEMENTS	FOUND DELINQUENT/JUGE(E) DELINQUANT(E)								
					TOTAL DELINQUENT/ TOTAL DELINQUANT	JUV. INSTITUTION/ ETABLISSEMENT POUR LES JEUNES	REFERRAL TO PROVINCE/ RESPONSABILITE DE LA PROVINCE	PROBATION SUPERVISION/ PROBATION, SURVEILLANCE	FINE, RESTITUTION/ AMENDE, RESTITUTION	ADJOURNED INDEFINITELY/ AJOURNEMENT INDETERMINEE	SUSPENDED DISPOSITION /DECISION SUSPENDUE	REPRIMAND/ REPRIMANDE	OTHER DISP/ AUTRES DECISIONS
YUKON	164	-	-	29	135	-	7	90	6	26	5	-	1
COURT UNKNOWN	29	-	-	3	26	-	-	23	-	2	1	-	-
FARO	16	-	-	2	14	-	1	3	-	10	-	-	-
MAYO	22	-	-	11	11	-	-	7	1	2	-	-	1
WATSON LAKE	6	-	-	3	3	-	-	-	-	3	-	-	-
WHITEHORSE	87	-	-	10	77	-	6	53	5	9	4	-	-
OTHER 2/	4	-	-	-	4	-	-	4	-	-	-	-	-

1/ THIS TABLE INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY.
CETTE TABLE ENTEND LES ADULTES ACCUSES D'AVOIR CONTRIBUES A FAIRE D'UN ENFANT UN DELINQUANT.

2/ THIS CATEGORY CONSTITUTES THOSE COURTS DEALING WITH ONLY ONE PERSON IN 1980.
THESE COURTS ARE NOT IDENTIFIED TO AVOID THE POSSIBILITY OF DISCLOSURE OF INFORMATION ON AN INDIVIDUAL.
CETTE CATEGORIE ENGLOBE LES TRIBUNAUX DEVANT LESQUELS UNE SEULE PERSONNE A ETE TRADUITE EN 1980.
CES TRIBUNAUX NE FIGURENT PAS DANS LES DONNEES POUR EVITER DE DIVULGUER DES RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D'IDENTIFIER CES PERSONNES.

TABLE 4 - SEX AND AGE OF PERSONS APPEARING 1/ IN JUVENILE COURT BY COURT LOCATION, 1980.

TABLEAU 4 - SEXE ET AGE DES PERSONNES QUI DOIVENT COMPARAITRE 1/ DEVANT LA COUR POUR JEUNES DELINQUANTS, SELON L'ENDROIT DE LA COUR, 1980.

(NUMBER OF PERSONS/NOMBRE DE PERSONNES)

COURT/TRIBUNAL	MALES AND FEMALES HOMMES ET FEMMES						MALES HOMMES						FEMALES FEMMES					
	TOTAL 2/	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER AUTRES 3/	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER AU-TRES	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTH AUT
YUKON.....	83	5	20	53	-	5	65	3	14	44	-	4	18	2	6	9	-	1
COURT UNKNOWN	19	2	5	10	-	2	12	1	3	6	-	2	7	1	2	4	-	-
BEAVER CREEK	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
CARMACKS	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
FARO	9	1	3	4	-	1	7	-	2	4	-	1	2	1	1	-	-	-
HAINES JUNCTION	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
MAYO	6	-	1	5	-	-	6	-	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-
WATSON LAKE	5	-	-	4	-	1	3	-	-	2	-	1	2	-	-	2	-	-
WHITEHORSE	41	2	11	27	-	1	34	2	8	24	-	-	7	-	3	3	-	1

1/ ONLY THOSE PERSONS APPEARING AND HAVING AT LEAST ONE CHARGE DISPOSED OF IN THE CALANDAR YEAR SPECIFIED ARE INCLUDED.
CECI RENFERME SEULEMENT CEUX QUI COMPARAISSENT ET ONT AU MOINS UNE PLAINTE DISPOSE PENDANT L'AN CALENDRIER.

2/ AGE IS THE AGE AT THE TIME THE DELINQUENCY WAS COMMITTED.
AGE EST A L'AGE QUE LE DELIT A ETE COMMIS.

3/ OTHER INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY AND PERSONS WHOSE AGE IS NOT KNOWN.
PAR AUTRE, ON ENTEND LES ADULTES ET CEUX DONT L'AGE EST CONNU.

TABLE 5 - NATURE OF THE DELINQUENCY BY COURT LOCATION, 1980.

TABLEAU 5 - NATURE DU DELIT SELON L'ENDROIT DE LA COUR, 1980.

(NUMBER OF PERSONS/NOMBRE DE PERSONNES)

NOTE/NOTER 1/

COURT/TRIBUNAL	TOTAL 2/	BREAK AND ENTER /INTRODUCTION PAR EFFRACTION	THEFT /VOL	POSSESS STOLEN GOODS /POSSESSION BIENS VOLES	MISCHIEF /MEFAITS	TAKE CAR /PRISE AUTO	AUTO OFFENCE -C.CODE /AUTOMOBILES CODE-C.	FORGERY AND FRAUD / FAUX ET FRAUDE	VIOLENT CRIMES /CRIMES DE VIOLENCE 3/	NARCOTIC OFFENCES /DELITS STUPEFIANTS	PROV. TRAFFIC OFFENCE /DELITS CIRCULATION PROVINCIALES	PROV. LIQUOR OFFENCE /DELITS ALCOOL PROVINCIALES	PROV. SCHOOL OFFENCE /DELITS ECOLE PROVINCIALES	MUNICIPAL BY-LAWS /REGLEMENTS MUNICIPAUX	OTHER OFFENCES /AUTRES INFRACTIONS
YUKON.....	83	31	23	3	5	2	-	1	6	-	1	8	-	-	3
COURT UNKNOWN	19	3	11	1	-	1	-	-	1	-	1	1	-	-	-
FARO	9	1	5	1	2	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MAYO	6	1	1	-	1	-	-	-	0	-	-	1	-	-	2
WATSON LAKE	5	2	0	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-
WHITEHORSE	41	21	6	1	1	1	-	1	5	-	0	4	-	-	1
OTHER 4/	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

1/ THIS TABLE INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY.
CETTE TABLE ENGLOBE LES ADULTES ACCUSES D'AVOIR CONTRIBUES A FAIRE D'UN ENFANT UN DELINQUANT.

2/ FOR EACH PERSON, ONLY THE DELINQUENCY FOR WHICH THE MOST SERIOUS COURT ACTION WAS TAKEN IS INCLUDED IN THIS TABLE.
POUR CHAQUE PERSONNE, CETTE TABLE INCLUS SEULEMENT LES DELITS QUI ONT RECUS LE PLUS SEVERE TRAITEMENT PAR LA COUR.

3/ INCLUDES THE FOLLOWING CRIMINAL CODE OFFENCES: ASSAULTS, SEXUAL OFFENCES, MURDER AND ATTEMPTED MURDER, MANSLAUGHTER AND ROBBERY.
RENFERME LES INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL QUI SUIVENT: TENTATIVE DE VOIE DE FAIT, INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL, MEURTRE, TENTATIVE DE MEURTRE, HOMICIDE INVOLONTAIRE COUPABLE, ET VOL QUALIFIE.

4/ THIS CATEGORY CONSTITUTES THOSE COURTS DEALING WITH ONLY ONE PERSON IN 1980.
THESE COURTS ARE NOT IDENTIFIED TO AVOID THE POSSIBILITY OF DISCLOSURE OF INFORMATION ON AN INDIVIDUAL.
CETTE CATEGORIE ENGLOBE LES TRIBUNAUX DEVANT LESQUELS UNE SEULE PERSONNE A ETE TRADUITE EN 1980.
CES TRIBUNAUX NE FIGURENT PAS DANS LES DONNEES POUR EVITER DE DIVULGUER DES RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D'IDENTIFIER CES PERSONNES.

TABLE 6 - NATURE OF THE COURT DECISION BY COURT LOCATION, 1980.

TABLEAU 6 - NATURE DE LA DECISION DU TRIBUNAL SELON L'ENDROIT DE LA COUR, 1980.

(NUMBER OF PERSONS/NOMBRE DE PERSONNES)

NOTE/NOTER 1/

COURT/TRIBUNAL	GRAND TOTAL GLOBAL 2/	ADJ. SINE DIE/ AJO. SINE DIE	ADULT COURT/ TRIBUNAL D'ADULTES	OTHER ADJUDICATIONS /AUTRES JUGEMENTS	FOUND DELINQUENT/JUGE(E) DELINQUANT(E)								
					TOTAL DELINQUENT/ TOTAL DELINQUANT	JUV. INSTITUTION/ ETABLISSEMENT POUR LES JEUNES	REFERRAL TO PROVINCE/ RESPONSABILITE DE LA PROVINCE	PROBATION SUPERVISION/ PROBATION, SURVEILLANCE	FINE, RESTITUTION/ AMENDE, RESTITUTION	ADJOURNED INDEFINITELY/ AJOURNEMENT INDETERMINEE	SUSPENDED DISPOSITION /DECISION SUSPENDUE	REPRIMAND/ REPRIMANDE	OTHER DISP/ AUTRES DECISIONS
YUKON.....	83	-	-	10	73	-	4	49	2	15	3	-	0
COURT UNKNOWN	19	-	-	2	17	-	-	15	-	1	1	-	-
FARO	9	-	-	0	9	-	1	1	-	7	-	-	-
MAYO	6	-	-	2	4	-	-	4	0	0	-	-	0
WATSON LAKE	5	-	-	3	2	-	-	-	-	2	-	-	-
WHITEHORSE	41	-	-	3	38	-	3	26	2	5	2	-	-
OTHER 3/	3	-	-	-	3	-	-	3	-	-	-	-	-

1/ THIS TABLE INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY.
CETTE TABLE ENTEND LES ADULTES ACCUSES D'AVOIR CONTRIBUES A FAIRE D'UN ENFANT UN DELINQUANT.

2/ ONLY THE MOST SERIOUS COURT DECISION RENDERED FOR EACH JUVENILE IS INCLUDED IN THIS TABLE.
SEULEMENT LES PLUS SERIEUX JUGEMENTS SONT INCLUS DANS CETTE TABLE.

3/ THIS CATEGORY CONSTITUTES THOSE COURTS DEALING WITH ONLY ONE PERSON IN 1980.
THESE COURTS ARE NOT IDENTIFIED TO AVOID THE POSSIBILITY OF DISCLOSURE OF INFORMATION ON AN INDIVIDUAL.
CETTE CATEGORIE ENGLOBE LES TRIBUNAUX DEVANT LESQUELS UNE SEULE PERSONNE A ETE TRADUITE EN 1980.
CES TRIBUNAUX NE FIGURENT PAS DANS LES DONNEES POUR EVITER DE DIVULGUER DES RENSEIGNEMENTS PERMETTANT D'IDENTIFIER CES PERSONNES.

DEFINITIONS:

Adjourned Sine Die: Under section 16 of the Juvenile Delinquents Act (in Newfoundland, the Welfare of Children Act) the court may postpone the hearing of a charge of delinquency for an indefinite period. There is no finding of delinquency in these cases.

Adjourned Indefinitely: Postponement of the hearing for an indefinite period after the child has been adjudged delinquent. These adjournments are different from those provided for in section 16 of the Juvenile Delinquents Act (in Newfoundland, the Welfare of Children Act) which take place without a finding of delinquency. It is often difficult to distinguish between these two types of adjournments on reports received. This should be kept in mind when interpreting the data.

Adult Court: Under Section 9 of the Juvenile Delinquents Act, the court can order that a child charged with an indictable offence be proceeded against in the criminal courts. Children dealt with in this matter must be over the age of 14 years. In Newfoundland, under section 10 of the Welfare of Children Act, a child over the age of 15 years may be referred to adult court if charged with an offence which in the case of an adult would be punishable by imprisonment.

DEFINITIONS:

Ajournement sine die: En vertu de l'article 16 de la Loi sur les jeunes délinquants ou, à Terre-Neuve, du Welfare of Children Act, la cour peut reporter l'audition d'une accusation de délit pour une période déterminée ou indéterminée. Dans ces cas, aucun verdict de de culpabilité n'est rendu.

Ajournement indéterminée: Renvoi, pour une période indéterminée, de l'audition d'une accusation de délit après que l'enfant a été déclaré jeune délinquant. Il faut faire la distinction entre ces ajournements et ceux que prévoient l'article 16 de la Loi sur les jeunes délinquants et, à Terre-Neuve, du Welfare of Children Act car ils ont lieu sans qu'un verdict culpabilité ait été rendu. Il est souvent difficile dans les rapports reçues de faire la distinction entre ces deux genres d'ajournements. Il faut en tenir compte au moment de l'interprétation des données.

Amende: Aux termes de la Loi sur les jeunes délinquants ou, à Terre-Neuve, du Welfare of Children Act, le tribunal peut imposer à un enfant déclaré jeune délinquant une amende pouvant aller jusqu'à $25.00.

Autres décisions: Autres décisions du tribunal comme la suspension du permis de conduire du jeune ou le fait de le confier à un établissement psychiatrique. Un verdict de culpabilité est rendu dans ces cas.

Auto Offence (Criminal Code): Violation of section 233, 234, 235, 236, 238 or 239 of the Criminal Code.

Break and Enter: Violation of section 306, 307, 309, 310, or 311 of the Criminal Code.

Delinquency: Violation of a federal or provincial statute or a municipal by-law.

Fine: Under the Juvenile Delinquents Act (in Newfoundland, the Welfare of Children Act), the court can impose on a child who is found delinquent a fine up to $25.00.

Forgery and Fraud: Violation of one of sections 324 to 354 of the Criminal Code.

Found Delinquent: Judgement of the court that the accused had violated a provision of the Criminal Code or of any federal or provincial statute or municipal by-law or been guilty of sexual immorality or a similar form of vice. This count includes those adults convicted of contributing to a child becoming a delinquent.

Juvenile Institution: Committal of a juvenile who is found delinquent to a training school or similar institution which is approved by provincial statute or by the lieutenant govenor in council in any province. Children dealt with in this manner must be at least twelve years of age unless such committal is deemed to be necessary for the welfare of the community and the best interests of the child.

Autres jugements: Autres mesures prises par le tribunal comme le retrait de la plainte ou le rejet de la cause. Il n'y a pas de verdict de culpabilité dans ces cas.

Crimes de violence: Y figurent les infractions suivantes au Code criminel: Voies de fait (articles 244, 245, 246), délits d'ordre sexuel (articles 143 à 158), meurtre (articles 214 et 218), tentative de meurtre (article 222), homicide involontaire coupable (articles 215, 217, 219), vol qualifié (articles 302 à 304).

Automobiles (Code crim.): Violation des articles 233, 234, 235, 236, 238 ou 239 du Code criminel.

Décision suspendue: Suspension par le juge de la détermination des mesures à prendre dans le cas d'un enfant déclaré jeune délinquant sous réserve de certaines conditions, habituellement déterminées par une ordonnance de probation.

Délits: Violations d'une loi fédérale, provinciale ou municipale.

Délits alcool provinciales: Les délits selon les lois provinciales régularissant la distribution et l'usage de l'alcool. Le plus souvent, les jeunes sont accusés de consommer de l'alcool sans avoir l'âage requis.

Délits école provinciales: Les délits selon les lois provinciales régularissant l'administration des écoles dans la province. Sous cette législation, les enfants sont plus souvent accusés de faire l'école buissonière ou d'avoir la conduite indiscipline.

Mischief: (Wilful damage) Violation of section 387 or 388 of the Criminal Code.

Municipal By-laws: Violation of the by-law of a municipality.

Narcotic Offences: Violation of the Narcotic Control Act (most frequently, possession of a narcotic).

Other Adjudications: Other court action such as a withdrawal or a dismissal of the charge. There is no finding of delinquency in these cases.

Other Dispositions: Other court decisions such as a suspension of the driver's licence of the juvenile or a referral to a psychiatric institution. There is a finding of delinquency in these cases.

Possess Stolen Goods: Violation of section 312, 313, 314 or 315 of the Criminal Code.

Probation/Supervision: Order of the court directing that a juvenile who is found delinquent report periodically to a probation officer or some other designated person. Certain conditions may be attached to this order (i.e., a curfew). The juvenile may be permitted to remain in his/her home or may be placed in a foster home.

Provincial Liquor Offences: Offences under provincial statutes regulating the supply and use of liquor in the province. Most commonly, juveniles are charged with drinking under age.

Délits circulation provinciales: Les délits selon les lois provinciales régulirissant l'usage de véhicules à moteur et le flux de la circulation dans la province.

Délits stupéfiants: Violation de la Loi sur les stupéfiants (il s'agit de la plupart du temps de possession de stupéfiants).

Établissements pour les jeunes: Détention d'un enfant reconnu jeune délinquant dans une école de formation ou un établissement semblable approuvés en vertu d'une loi provinciale ou par le lieutenant gouverneur en conseil de l'une des provinces. Les enfants visés doivent avoir au moins douze ans sauf si leur détention est jugée nécessaire au bien-être de la communauté et conforme aux intérêts de l'enfants.

Faux et fraude: Violation de l'un des articles 324 à 354 du Code criminel.

Introduction par effraction: Violation des articles 306,307,309 310 ou 311 du Code criminel.

Jugé(e) Délinquant(e): Jugement de la cour selon lequel le prévenu a violé les dispositions du code criminel, d'un statut fédéral ou provincial, ou d'un règlement d'une municipalité, ou est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute forme semblable de vice. Ce chiffre comprend les adultes reconnus coupables d'avoir contribué à faire d'un enfant un jeune délinquant.

Méfait: (Dommages volontaires) Violation de l'article 387 ou 388 du Code criminel.

Provincial School Offences: Offences under provincial statutes regulating the administration of schools within the province. Under this legislation, juveniles are most frequently charged with truancy or unruly behaviour.

Provincial Traffic Offences: Offences under provincial statutes regulating the use of motor vehicles and the flow of traffic in the province.

Referral to Province: Committal of a juvenile who is found delinquent to the care of the province, i.e., to the Children's Aid Society or to the Administrator or Minister responsible for delinquent children. Further action, i.e., committal to a foster home, may be taken by the province.

Reprimand: Official rebuke by the judge of the juvenile court. Applies only to juveniles who are found delinquent.

Restitution: The court can order a child who is found delinquent to pay compensation to an aggrieved person for loss of or damage to property arising out of the commission of an offence. In Newfoundland, under the Welfare of Children Act, the judge may award compensation not exceeding $500.00.

Suspended Disposition: Suspension, by the judge, of the determination of the action to be taken with respect to a juvenile adjudged to be a delinquent provided that certain conditions, usually determined by a probation order, are adhered to.

Possession de biens volés: Violation des articles 312, 313, 314 ou 315 du Code criminel.

Prise d'auto: Violation de l'article 295 du Code criminel.

Probation/surveillance: Ordonnance du Tribunal spécifiant qu'un enfant reconnu jeune délinquant doit se présenter périodiquement à un agent de probation ou à une autre personne désignée. Cette ordonnance peut s'accompagner de certaines conditions (par exemple, un couvre-feu). Le jeune délinquant peut obtenir l'autorisation de demeurer chez lui ou peut être placé dans un foyer nourricier.

Règlements municipaux: Violation du règlement d'une municipalité.

Réprimandé: Reproche officiel adressé par le juge d'un tribunal pour jeunes délinquants. Ne s'applique qu'aux enfants déclarés jeunes délinquants.

Responsabilité de la province: Le fait de confier un enfant reconnu jeune délinquant aux soins de la province, c'est-à-dire la Société de l'aide à l'enfance ou l'administrateur ou le Ministre responsable des jeunes délinquants. La province peut alors prendre d'autres mesures, c'est-à-dire le placement dans un foyer nourricier.

Restitution: Bien que la Loi sur les jeunes délinquants ne contienne pas de dispositions précises à cet égard, le tribunal peu ordonner à un enfant déclaré jeune délinquant de verser des dommages-intérêts pour réparation des dommages causés à la propriété où de la perte de la propriété par suite de la perpétration d'une infraction. A Terre-Neuve, en vertu du Welfare of Children Act le juge peut allouer des dommages-intérêts n'excédant pas cinq cent dollars.

Take Car: Violation of section 295 of the Criminal Code.

Theft: Violation of section 294, 296, 297, 298, 299, 300 or 301 of the Criminal Code.

Violent Crimes: Includes the following Criminal Code offences: assaults (sections 244, 245, 246); sexual offences (sections 143 to 158); murder (sections 214, 218); attempted murder (section 222) manslaughter (sections 215, 217, 219); and robbery (sections 302 to 304).

Tribunal d'adultes: Aux termes de l'article 9 de la Loi sur les jeunes délinquants, la cour peut ordonner qu'un enfant inculpé d'un acté criminel soit poursuivi par voie de mise en accusation dans les cours de juridiction criminelle. Les enfants poursuivis en vertu de cet article doivent être agés de plus de 14 ans. A Terre-Neuve, l'article 10 du Welfare of Children Act, stipule que le cas d'un enfant de 15 ans ou plus peut être renvoyé devant un tribunal pour adultes s'il est inculpé d'une infraction pour laquelle un adulte serait passible d'emprisonnement.

Vol: Violation des articles 294, 296, 297, 298, 299 300 ou 301 du Code criminel.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010296127

c. 3

Ca OOS